

Texte proposé par le secrétariat académique CA académique de Poitiers du lundi 10 novembre 2025

Situation internationale :

A qui voudrait croire en un progrès de l'histoire en matière de droits, de justice, les événements infligent toujours un terrible démenti. La guerre continue de sévir en Ukraine, après bientôt 4 ans, avec son triste lot de destructions et de morts. Au Soudan, au Mali, les populations sont soumises aux violences, aux exécutions, aux exactions en même temps qu'aux déplacements géographiques, à la famine. Les situations d'urgence humanitaire se multiplient.

La guerre en Palestine a connu récemment ce que l'on aimerait pouvoir qualifier de « tournant » avec un accord arraché au Président Netanyahu par la « diplomatie » de D Trump. Pourtant, chaque jour apporte son lot de violations du cessez-le feu par l'armée de Tsahal et des dizaines de Palestiniens continuent de mourir sous les balles quand ce n'est pas de faim. Gaza est un champ de ruines. Il y a urgence à reconstruire, à garantir la paix ; ce qui passera nécessairement par l'exercice de la justice internationale; ce qui suppose le respect total du droit du peuple palestinien à s'auto déterminer. C'est récemment que la France, par la voix d'Emmanuel Macron, a reconnu l'État palestinien. Cette reconnaissance tardive et timide doit s'accompagner d'une condamnation ferme de la politique et des crimes commis sous l'autorité de B Netanyahu.

Avec la FSU, le SNES continuera d'apporter son soutien au peuple palestinien, de défendre la paix partout où ce principe fondamental est piétiné.

La COP 30 vient de s'ouvrir à Belem, à un moment où la dégradation climatique est de plus en plus prégnante : l'ouragan Mélissa et le typhon Fung Wong viennent de ravager des régions entières. Le mois de novembre 2025 va être celui des records de douceur : "hallucinant" disent les climatologues! Il est encore temps de prendre à bras le corps la question climatique et notamment, pour l'EN, de s'intéresser aux passoires et bouilloires thermiques du bâti scolaire. La préoccupation climatique recule d'ailleurs dangereusement actuellement : elle vient en effet percuter les obsessions capitalistes de certains. Il est vrai aussi que, dans le même temps, on assiste à une remise en cause inquiétante de la parole scientifique.

Situation politique :

Notre pays connaît une crise politique majeure que traduit la succession étourdissante des Premiers Ministres et de leur gouvernement. Cette situation a touché au ridicule avec la re-nomination de S Lecornu au poste de Premier ministre, quelques heures seulement après sa démission. E Macron porte ici une très lourde responsabilité. Par arrogance sans doute, il ne répugne même plus à distiller des propos qui mettent ses pourtant alliés en difficulté : ainsi de sa formule concernant la réforme des retraites; ainsi encore récemment de son revirement sur les accords du Mercosur.

Le débat se polarise comme en témoignent les échanges autour des budgets. Très inquiétant, une certaine droite, autrefois républicaine, glisse irrémédiablement vers le rassemblement national qui se réjouit d'accumuler des victoires, même symboliques. Les masques tombent et jamais le RN n'a été aussi prêt de gouverner sans doute. Le danger que représenterait l'accession au pouvoir de candidats du RN est tel que nous devons urgemment travailler à mettre à jour les contradictions, les mensonges qui traversent le discours du RN. Les discussions autour du budget, les votes que les députés RN ont pu formuler à cette occasion doivent être décryptés pour dissuader le vote d'extrême-droite.

La gauche a, elle, complètement éclaté et les perspectives d'union, y compris dans le cadre des municipales à venir s'éloignent. Songeons qu'au conseil départemental de la Charente, ces divisions ont fini par porter au siège de Président, un élu de droite !

Le plus inquiétant dans la situation actuelle c'est que la figure du politique en sort complètement abîmée et avec elle, la confiance dans la représentativité et la démocratie en général. L'aspiration à l'ordre qui règne aujourd'hui dans les esprits devrait nous alerter.

Régulièrement dans notre pays, le droit et la justice sont remis en cause comme à l'occasion de l'incarcération de l'ancien Président Sarkozy condamné pour des faits graves; et pourtant les propos des uns, les courbettes des autres ont piétiné l'indépendance de la justice, mis en cause l'expertise des juges et parfois menacé leur vie même. Les révélations récentes de Libération et Médiapart autour des événements de Sainte-Soline au printemps 2023 attestent que des ordres manifestement illégaux de tirs tendus ont été donnés. La volonté de mutiler, les insultes, les appels à la haine et au meurtre de la part d'agents en service, sous couvert de leur hiérarchie, montrent que des violences policières s'exercent bien. La chose est d'autant plus choquante que les responsables politiques ne répugnent jamais à criminaliser le mouvement social.

La question politique est phagocytée actuellement par le débat sur les budgets de l'État et de la sécurité sociale. Le gouvernement a connu quelques revers mais la teneur générale du débat est bien à rechercher des économies sur les dépenses sans même se poser la question des recettes. Le dogme de l'austérité infligée à l'État reste de mise à droite et au bloc central, alors que jamais l'aspiration à davantage de justice fiscale, sociale et environnementale n'a été si forte et si partagée. Ces budgets s'inscrivent toujours et depuis la faute originelle de Bayrou, dans la logique qui consiste à spolier les plus fragiles et les plus vulnérables pour protéger les plus hauts revenus. Le rejet de la taxe Zucman et les débats à l'occasion du vote montrent assez que la majeure partie de nos représentant.es ne veulent pas entendre la colère qui gronde. Plus le temps passe et plus le risque d'un budget par ordonnances est grand. Le risque est grand aussi de voir votés des budgets injustes et anti-sociaux en contrepartie d'une mesure sur la réforme des retraites qui n'a rien d'une abrogation- ce que nous demandons. Le vote prochain sur cette mesure finira peut-être par faire la lumière sur une mesure qui pourrait n'être qu'un miroir aux alouettes. La conférence sociale sur les retraites, à laquelle la FSU est conviée, risque de faire revenir le débat sur la retraite par points, les complémentaires retraites et la capitalisation. Nous devons donc, chaque fois que possible, réitérer notre revendication d'une pension de retraite comme continuation du meilleur salaire à partir de 60 ans pour toutes et tous.

Sur ces questions budgétaires qui touchent à la conception même du contrat social et du type de société que l'on veut, il nous faut poursuivre le combat, informer et agir, emboîter le pas des retraité.es qui, ce jeudi 6 novembre, ont manifesté leur refus d'un budget inique pour elles et eux, pour les services publics etc.

Fonction publique, Education :

Le projet de budget prévu par le gouvernement infligerait à la Fonction publique et ses agent.es une austérité jamais vue. Aux mesures d'économie prévues sur la santé, s'ajouteraient les effets d'une année blanche qui grèveraient sévèrement les salaires et les pensions. Les suppressions de postes prévues sont aussi conséquentes alors que nous avons besoin de services publics et que toutes les études le montrent. Ce n'est sans doute pas du doublement du budget de la défense dont nous avons urgemment besoin mais d'un projet culturel et éducatif ambitieux.

Or au plan de la culture, chaque année apporte son lot de reculs et les inquiétudes perdurent sur le niveau du Pass culture pour nos élèves.

En matière d'éducation, une fois l'écran de fumée dissipé (lié à la mise en œuvre de la réforme des concours et l'augmentation inévitable du nombre d'ETP), ce sont encore des milliers d'emplois qui pourraient être supprimés dont 1645 pour le seul second degré ! L'argument qui tourne à l'obsession est la baisse démographique. Autre temps, autre mode de calcul : rappelons qu'à l'époque où les effectifs augmentaient dans le second degré, les suppressions de postes se sont multipliées par décision de cette même majorité gouvernementale !

Dans notre académie, déjà fortement touchée ces deux dernières années, il faudra collectivement être vigilant.es. En effet, sur la base des prévisions de rentrée établies en novembre, 85 suppressions d'emplois ont été faites en mars quand les effectifs de lycée en particulier sont repartis à la hausse : conséquence d'un volontarisme des services du rectorat sans doute pour ré-engager les élèves vers la seconde générale et technologique. Seulement les moyens n'ont pas suivi et les effectifs flirtent toujours en bien des endroits avec des seuils à 35 élèves. Au delà de la vigilance, il nous faut exiger des mesures pour faire baisser les effectifs de classe et pouvoir accompagner , comme il se doit, tou.tes les élèves.

Le budget à l'étude ne prévoit aucune création de poste pour les CPE, les AED , des créations insuffisantes de personnels médico-sociaux, à rebours des études qui montrent les besoins urgents d'accompagnement et d'encadrement des élèves. Lutte contre le harcèlement, école inclusive : tous les chiffres soulignent l'insuffisance des moyens humains pour garantir une scolarité en confiance aux élèves qui nous sont confié.es.

A la veille des CA sur le budget, il nous faut être vigilant.es sur les niveaux de dotations de fonctionnement et autres participations des collectivités territoriales, la santé budgétaire de ces collectivités étant mise en danger par les retards et retraits du budget de l'État.

Actions :

Bien conscient des responsabilités qui sont les siennes, le SNES Poitiers appelle à :

- assurer la réussite de la **journée de grève du 2 décembre prochain**, à l'appel d'une interprofessionnelle constituée de la CGT, la FSU et Solidaires, qui pourra s'élargir localement et nationalement à d'autres OS, ce qui paraît pertinent, dans la continuité des mobilisations de septembre. Il s'agit bien, dans notre secteur de métiers, d'exiger les moyens humains et budgétaires pour assurer, dans des conditions satisfaisantes, les missions qui sont les nôtres, de dénoncer les suppressions de postes, d'exiger une revalorisation immédiate de nos salaires, pensions et carrières.

Cette journée doit être l'occasion de poursuivre notre travail d'explicitation des ressorts du budget Lecornu-Bayrou, de montrer qu'il y a d'autres alternatives politiques, économiques et sociétales. Elle doit impérativement mettre en exergue les problématiques propres à l'éducation nationale, au-delà des enjeux fonction publique et des enjeux de société. L'expérience a montré l'an dernier que le calendrier des vacances à partir de janvier avait empêché l'organisation d'une journée de mobilisation éducation qui aurait été nécessaire au vu de la situation dramatique de notre institution. (Le Ministre lui même, qui oublie sans doute la responsabilité qui est la sienne dans cet état de faits, en convient !)

- être au plus près des collègues dans les EPLE, par l'intermédiaire **des HIS ou des visites** d'établissements pour anticiper la préparation de rentrée, donner les outils qui permettent de préserver les postes, le sens de nos métiers, notre santé. Il s'agit aussi par là de toujours mieux faire connaître le SNES-FSU, ses mandats et de renforcer la syndicalisation. Il est essentiel aussi de revitaliser les s1 pour assurer leur renouvellement, les former.

- être en soutien aux personnels du **GRETA** qui connaît, et pour des raisons diverses, une situation difficile qui nous a conduit à solliciter une audience auprès du Recteur.

- le déploiement actuel de la **réforme de la PSC** doit permettre de faire connaître nos mandats sur la protection sociale, sur l'esprit de la Sécurité sociale qui a fêté cette année ses 80 bougies, d'accompagner les collègues dans les démarches qui les attendent. A la formation des militant.es, aux HIS déjà réalisées, la visio prévue prochainement et ouverte à tou.tes, s'ajouteront des permanences spécifiques pour répondre aux questions des collègues.

- **accompagner les AED et AESH** qui nous sollicitent dans leur démarche pour faire valoir leurs droits à versement de la prime REP/REP+, être en soutien constant à ces personnels précaires. La situation des non titulaires ne s'arrange pas et la question budgétaire y est sans doute pour beaucoup. Dans les GT, les instances, dans les échanges réguliers avec les services, le SNES-FSU intervient pour aider ces collègues à faire valoir leurs droits.

- assurer la réussite et la visibilité de la **journée du 25 novembre prochain**, contre les violences faites aux femmes et pour la paix. Le nombre de féminicides y compris dans notre académie est insupportable. Le SNES avec la FSU appelle la profession à se mobiliser pour dénoncer cette situation dramatique et profitera de cette journée pour faire connaître son engagement contre les VSS et contre toutes les formes de discrimination.

- **amplifier la fréquentation de nos formations syndicales**, mieux faire connaître encore notre programme ambitieux de formation, en amenant des collègues éloigné.es du syndicat à découvrir l'ampleur du champ de réflexion du SNES- FSU : à venir : un stage « langues vivantes », un stage sur la résistance au management dans les EPLE, à l'offensive de l'IA, un stage sur le bâti scolaire et la rupture écologique etc et toujours nos stages plus spécifiques : AESH et non titulaires.

- le SNES Poitiers **impulsera, en intersyndicale éducation, une action sur le pass culture** et le financement des options et spécialités artistiques et culturelles, sur l'ouverture culturelle en général, chaque jour compromise dans nos EPLE par la faute de budgets indigents.

Enfin, une interpellation des députés de gauche, candidats aux élections locales et nationales, pourra se faire autour des questions retraites, budget, culture, pour défendre aussi le projet d'Ecole émancipatrice que nous portons.